



FONCTIONS PUBLIQUES ET ASSIMILES

Le 24 janvier, tous en grève pour l'amélioration de nos rémunérations et pour la défense de la Fonction publique !

Le ministre de la Fonction publique refuse toujours de mettre en œuvre des mesures de rattrapage du pouvoir d'achat perdu par les personnels de la Fonction publique. S'il admet que pour 2009, il faudra ouvrir des discussions en amont de la préparation du budget, il nie la perte globale de pouvoir d'achat et refuse d'entendre les revendications des personnels, exprimées unanimement par les organisations syndicales, de mesures d'augmentation générale du traitement.

Au-delà des mesures salariales, les mesures annoncées dans le cadre de la révision générale des politiques publiques, les suppressions de postes et la casse annoncée du statut confirment la nécessité de construire les mobilisations nécessaires pour l'amélioration de nos rémunérations et pour la défense des services publics.

Mauvaise foi et mépris sur le pouvoir d'achat :

Sous l'apparence du dialogue social le ministre de la Fonction publique a semblé vouloir un temps répondre à la revendication des personnels pour l'ouverture de négociations salariales. Mais le 17 décembre, le ministre n'a sur la base de statistiques faussées, proposé que des mesures individuelles pour garantir le pouvoir d'achat des personnels. Loin de la demande unanime des organisations syndicales de mesures générales immédiates Eric Woerth s'est enfermé dans la logique de l'individualisation des rémunérations qui à terme cassera la grille des salaires. Or seule une mesure générale de revalorisation du point d'indice permettra d'assurer un réel maintien du pouvoir d'achat pour l'ensemble des personnels de la Fonction publique.

Volonté de destruction de la Fonction publique

Les mesures présentées le 12 décembre dernier dans le cadre de la « modernisation des politiques publiques » sont le reflet de la pensée unique déclinée par Nicolas Sarkozy. Il s'agit de faire des économies en supprimant des services publics de proximité et d'adapter la fonction publique aux suppressions massives de poste programmées pour les prochaines années.

Au-delà, c'est une philosophie libérale qui veut s'appliquer et les mesures annoncées dans le cadre de la Révision générale des politiques publiques (RGPP) sont préjudiciables aux personnels comme aux usagers. Elles favoriseront la casse du statut de la Fonction publique et permettront de justifier par la suite les externalisations et les privatisations.

**Pour l'amélioration des rémunérations de tous les personnels de la
Fonction publique**

**Pour le rattrapage du pouvoir d'achat
Pour la défense de la Fonction publique**

TOUS EN GREVE ET EN MANIFESTATION LE 24 JANVIER

⇒ Pour le rattrapage des pertes de pouvoir d'achat (actifs et retraités)

⇒ Pour une amélioration significative des rémunérations

⇒ Pour un emploi public statutaire

⇒ Pour préserver et améliorer le statut de la Fonction publique et l'indépendance des personnels

⇒ Pour préserver un service public de qualité et de proximité

Le 24 janvier, l'Union syndicale Solidaires appelle tous les personnels de la Fonction publique à se mobiliser par la grève et les manifestations !

Union syndicale Solidaires « fonctions publiques et assimilés

93 bis rue de Montreuil 75011 Paris

tel : 01 58 39 30 11 Fax : 01 43 67 62 14

coordfp@solidaires.org www.solidaires.org